L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI MATIN, 21 NOVEMBRE.

Le Congrès a-t-il le droit de régler les élections d'Etat ?

Cette question a été traitée par l'Hon. Wm R. Whitaker sur la demande de l'Hon. B. P. Blanchard, préposé à l'enregistrement des votants, naissance consultation, datant du 26 octobre, précède la difficulté qui s'est élevée au sujet du Bureau des retours et n'est applicable à cette difficulté que d'une manière générale. Toutefois, M. Whitaker a résolu, ce nous semble, une grande question de principe et, pour l'information de nos lecteurs, nous résumerons sa discussion en quelques mots.

Il n'y a rien dans les lois du Congrès qui puisse affecter les formes adoptées par les Etats dans leurs élections. Ces formes doivent être suivies même pour les électeurs présidentiels et pour les membres du Congrès. Le Congrès n'a voulu et n'a pu garantir que les droits de chacun dans l'exercice des franchises électorales. Cela est tellement vrai qu'une des dispositions de la loi du Congrès porte que les commissaires d'Etat seulement de recevoir le vote d'un électeur pour des raisons à eux connues, mais non admises par les inspecteurs des Etats-Unis parce que le postulant refusé présenterait un affidavit, convenablement libellé et contenant des faits connus pour être exacts, ce postulant aura le droit de voter pour les membres du Congrès et les électeurs présidentiels mais non pour les officiers d'Etat. Ayant été privé d'exercer son droit de suffrage dans les élections d'Etat, il pourra poursuivre les commissaires d'Etat et s'il y a lieu, faire prononcer contre eux les pénalités dont il est question dans la loi du Congrès du 31 mai 1870, loi qui, suivant M. Whitaker, convre toutes les élections tenues dans l'Etat, même les élections de paroisse et de municipalité, mais voilà tout.

Ce qui précède tranche négativement la question d'immixtion fédérale dans les élections d'Etat. L'autorité fédérale n'a pas à s'en occuper, et son rôle tout entier se borne à surveiller les opérations d'enregistrement et les opérations des collèges électoraux dans l'intérêt de la pureté du scrutin en ce qui concerne les élections congressionnelles et présidentielles.

Du reste, pour bien faire comprendre le rôle des inspecteurs des Etats-Unis dans les élections d'Etat, nous ne trouvons rien de mieux que de reproduire la section 5 de l'acte du 28 février 1871 qui amende un autre acte, sans que cette section ait été amendée par l'acte de 1872 : Elle impose aux inspecteurs le devoir d'être présents aux différents polls et leur ordonne de compter les votes, pour contester le droit de vote, s'il y a lieu, et pour rester en tout temps là où sont les boîtes, après l'ouverture des polls, jusqu'à ce que les votes soient comptés, la récapitulation faite avec les retours, et pour surveiller la manière dont les votes sont déposés, et le relevé d'après lequel les livres et les registres sont tenus. Ces inspecteurs sont, en outre spécialement requis de surveiller le décompte et la récapitulation dans les bureaux d'Etat et d'en adresser le retour à l'inspecteur en chef nommé par la Cour de circuit des Etats-Unis.

La sixième section leur permet de prendre la position la plus favorable, de cet dernière les boîtes, afin qu'ils soient à même de voir chaque personne se présenter pour voter, et de surveiller la manière avec laquelle toute l'opération est conduite. Ils sont, en outre, requis par cette section, à la clôture des polls, de s'engager dans le travail du compte des bulletins de manière à être parfaitement à même de remplir les devoirs concernant le compte ou la récapitulation dont il est question dans cet acte, et ils resteront là jusqu'à ce qu'ils aient accompli tous leurs devoirs relatifs au compte, aux certificats, retours et états, nonobstant toute loi d'Etat ou de territoire qui pourrait être contraire.

Rien n'est plus clair que cette disposition, et avec la meilleure volonté du monde en faveur de toute autre chose, on ne peut y voir qu'une recommandation, on peut parler avec plus d'exactitude, qu'un devoir de surveillance, joint à l'autorisation de recevoir pour les candidats au Congrès ou les électeurs présidentiels des votes qui seraient rejetés pour de légères défauts. Ainsi chacun a son rôle à part, les inspecteurs des Etats-Unis surveillent pour le Congrès et les commissaires d'Etat s'arrêtent pour l'Etat. Ces derniers pouvant posséder des renseignements particuliers sur ceux qui prétendent avoir le droit de voter, sont autorisés par l'Etat à leur refuser ce droit quand même les autres l'admettent, mais seulement pour les élections concernant le Congrès. Mais voyons la fin des opérations. La section 53 de la loi d'élection d'Etat porte immédiatement après la clôture des polls, les commissaires d'élection scellent les boîtes contenant les votes et les mettent sans délai à l'inspecteur de district respectif. Cet officier devra immédiatement, en présence des commissaires d'Etat et de trois citoyens, francs tenanciers de la paroisse, ouvrir les boîtes, compter les bulletins et dresser la liste nécessaire des votes. La loi établit en outre des officiers scrutateurs, qui recevront les retours des mains des divers inspecteurs, qui compteront et compileront ces retours et les adresseront à un secrétaire d'Etat.

Il ressort de tout ce qu'on vient de lire que le Congrès n'a pas usurpé le droit de voter qu'il a seulement pris des précautions pour protéger les franchises électorales et la pureté du scrutin, sans entraver le mode électoral prescrit par la loi spéciale de l'Etat : que les inspecteurs ont été par la dernière loi du Congrès n'ont pas le droit de rien contester de ce qui concerne l'Etat, et qu'ils peuvent contester seulement des points concernant les élections congressionnelles ou présidentielles. La loi du Congrès ne va pas et ne peut aller au-delà

M Whitaker a établi convenablement ces divers points ; mais maintenant la question est ailleurs. Il ne s'agit pas de la compétence du Congrès, mais bien de la juridiction d'Etat qui crée le bureau des retours et nomme les cinq membres composant le dit bureau. La question est de savoir si le gouverneur Warmoth qui est, comme on le sait, président de ce bureau, a pu en destituer les membres et les remplacer par d'autres canvasseurs ou scrutateurs.

Nous répondrons affirmativement, et avec d'autant plus d'autorité que les membres renvoyés s'étaient mis d'eux-mêmes hors la loi. Le secrétaire d'Etat étant concussionnaire. Or, la loi fait un officier d'Etat qui se trouve dans ces cas ne peut plus remplir aucune fonction d'Etat. Il a donc fallu congédier M. Herron, et ce renvoi le dépouille nécessairement de sa fonction de scrutateur, puisqu'elle ne lui avait été confiée par la loi à cause de sa place. N'étant plus secrétaire d'Etat, il n'est plus scrutateur. M. Herron est donc remplacé légalement par M. Wharton qui, devenant secrétaire d'Etat devient aussi scrutateur. Il est susceptible d'échapper à cet argument, disent, MM. Anderson et Pinchback parce qu'étant candidats dans l'un dont les votes sont à compter, souvent décemment en être les scrutateurs compilateurs. Il est contraire aux principes de droit d'être juge et partie dans sa propre cause. Sans aller si loin renvoi, MM. Anderson et Pinchback auraient dû se renoncer d'eux-mêmes.

Reste trois membres exclus légalement du Bureau des scrutateurs. Mais il en reste encore, attendu que le gouverneur a été remplacé tout aussitôt par M. Wharton de la propre autorité du gouverneur autorité établie par un précédent nouvellement contesté. Les trois membres qui la majorité pouvaient reconnaître Le Bureau a été reconstitué et par une élection immédiate de M. Lynch, un des cinq scrutateurs nommés par la Législature, n'a pas été et dont on a compté le vote en vote négatif. Sur trois sont il y a eu donc pour la nomination en l'élection de MM Hatch et Da Ponta Bureau des scrutateurs. Donc majorité qui a décidé.

Le changement de personnel nous paraît parfaitement légal; il était forcé, en effet il est bien évident que les trois autres excluis du Bureau ne pouvaient y rester, et ces trois membres ne pouvaient être remplacés plus régulièrement qu'ils ne l'ont été. Si le gouverneur Warmoth n'eut pas eu recours à cette procédure, les élections populaires auraient été virtuellement annulées.

Nous ne faisons pas au juge Dibble l'honneur de répondre à la plus étonnante de ses injonctions, attendu qu'elle sera indubitablement infirmée par la Cour Suprême.

mais quant au juge Durell, qui est plus chatié et que nous croyons plus austère en matière de droit, nous ne voyons pas sur quoi il se baserait pour soutenir un bureau de scrutateurs qui n'existe pas et qui n'a jamais existé. Nous ne voyons pas plus pourquoi au Cour se mêlerait d'une affaire exclusivement du ressort de l'Etat, qui ne compte que l'Etat, et à laquelle le Congrès, dans son impuissance, n'a pas touché et n'a pas voulu toucher. Nous avons vu dans ces derniers temps beaucoup de choses extraordinaires, mais la plus extraordinaire de toutes serait une décision du juge Durell dans l'affaire et du secrétaire d'Etat concussionnaire et en faveur de gens qui se disposaient à escamoter toute une élection d'Etat. Qu'un juge de cour inférieure se permette de ces sortes de choses, soit ! Il était coutumier du fait. Mais qu'un juge de la Cour de District des Etats-Unis, où le juge Durell en fasse autant et davantage, car il s'agit ici d'une question d'Etat simplement, c'est impossible. Le juge Durell ne peut faire qu'une chose, c'est de déclarer l'incompétence de sa cour.

LE BANQUET DE BORDEAUX.

Le câble avait annoncé qu'un banquet avait été offert à Bordeaux aux députés conservateurs de la Gironde, partisans de la fusion monarchique. Les heureux bordelais nous apportent aujourd'hui le récit de cet incident et le texte des différents cours qui y ont été prononcés. Parmi les représentants présents figuraient, avec M. Princeteau, questeur de l'Assemblée, avec MM. le duc de Cazes, de Carayon-Latour et deux ou trois autres monarchistes, un ancien bonapartiste, M. Johnston, le héros de la fête : a été M. Princeteau. En apparence, c'était pour resserrer l'union de toutes les forces conservatrices qu'on s'était rassemblé ; en fait, ce qu'il y a eu de plus retentissant dans cette série de harangues, c'est l'affirmation de la royauté légitime. M. Princeteau y a beaucoup crié contre la violation du pacte de Bordeaux par M. Thiers; il y a fait le procès de la République conservatrice et tracé le programme du lendemain que prêvent les partisans de la légitimité. M. le duc Decazes a également préconisé la monarchie constitutionnelle; M. de Carayon-Latour a appelé de tous ses vœux le moment où l'on pourrait porter la santé du roi et des princes de la maison de France. Nous signalons simplement ces manifestations. Nous ne nous arrêterons pas à le commenter longuement; dans l'état actuel des choses, en présence du courant toujours grandissant et désormais irrésistible qui entraîne le pays vers la consolidation de la République, on ne peut voir dans de telles effervescences et de telles effusions qu'une sorte de feu d'artifice tiré tout un plus à consoler l'impuissance de ceux qui le font mettent. En cette circonstance, l'anachronisme était d'autant plus flagrant qu'il est connu dans une ville qui vient d'affirmer à nouveau par un vote éclatant son adhésion au régime républicain.

Nous empruntons aux journaux la *Presse* et la *Gazette* les détails qui suivent sur ce sujet.

Un grand nombre d'électeurs de la Gironde ont offert le 30 octobre, à l'hôtel de France, un banquet auquel ont été conviés les députés conservateurs du département.

Le banquet était présidé par M. Gustave Samazeuilh, banquier à Bordeaux, administrateur du chemin de fer du Midi.

M. Samazeuilh a prononcé le discours d'ouverture adressé aux députés de la Gironde, et dont nous détachons ce qui suit :

Conservateurs, vous avez proclamé bien haut que si votre patriotisme, au milieu des circonstances douloureuses que nous traversons, vous a fait accepter une forme provisoire de gouvernement, vous saviez ne pouvoir compter, pour fonder des institutions durables, que sur les principes qui ont fait la grandeur et la prospérité de la France et l'ont sauvée des désastres d'une première invasion.

Vous serez appelés dans la session qui va s'ouvrir, notamment à l'occasion de la discussion de la loi sur les conseils généraux, des questions d'instruction publique, à donner à nos institutions sociales, locales et religieuses, ainsi bonté qu'à nos libertés municipales, de sérieuses garanties.

Vous l'ouvrire donc, messieurs : redoublons d'efforts pour résister aux passions révolutionnaires qui menacent toutes nos libertés, et cherchons à assurer la grandeur et le repos de la France en lui donnant un lendemain !

Tout le monde s'est levé en applaudissant, et M. de Princeteau a répondu. Après avoir parlé de la liberté commerciale et de la liberté religieuse, M. Princeteau arrive à la grosse question, celle du *lendemain* :

Un mot sur ce *lendemain*, que vous réclamez avec raison, pour les libertés, la grandeur et le repos de la France.

Messieurs, j'ai rappelé le pacte de Bordeaux : il n'est connu nulle part mieux qu'ici, vous m'en avez toutes les témoins. Impossible ici d'équivoque sur les termes. C'est une trêve de toute solution sur la forme définitive du gouvernement.

Il résulte de cet article qu'en aucun cas, même sous pavillon français, les marchandises suisses ne peuvent être frappées d'une surtaxe de pavillon. Elles sont considérées comme marchandises françaises importées sous pavillon français, et, par conséquent, ne payent pas de surtaxe.

— Voici ce que nous apprend, aujourd'hui, un journal anglais, à propos de la cherté de la houille :

" Dans beaucoup de contrées de l'Irlande, dit l'*Echo*, l'absence de charbon est cause d'une grande détresse. Près de Tralee, on en est souvent réduit à attendre du public pour subvenir aux besoins d'une douzaine de familles. "

Ce journal ajoute qu'on a vu des personnes obligées de se contenter, pendant deux jours, d'aliments crus.

" Il nous semble, dit l'*Opinion nationale*, que le moment est venu pour les gouvernements occidentaux, de se préoccuper sérieusement des besoins de l'avenir.

" Il y a de cela assez longtemps déjà, il y a quelques années, d'offrir une récompense de dix millions de francs à l'inventeur qui trouverait le moyen de remplacer la houille par une autre force motrice.

" Qu'on se décide à annoncer au public ce prix de dix millions de francs; qu'on l'élève même à vingt millions et l'on veut; cette somme, comparée aux bénéfices énormes qu'on retirerait d'une pareille découverte, ne représenterait pas un centième, pas un denier. "

— Le lord maire a annoncé hier à l'Assemblée des aldermen qu'il avait reçu la première dépêche expédiée de l'Australie en Angleterre, immédiatement après l'achèvement de la pose des câbles. Cette dépêche, adressée par le maire d'Adélaïde au lord maire de Londres, félicitait le commerce anglais de pouvoir communiquer désormais en moins de trois heures avec une des plus importantes colonies anglaises, située à plus de cinq mille lieues de distance. Le maire de Londres a immédiatement envoyé sa réponse à son collègue de l'Australie.

— On sait, dit le *Figaro*, que M. Pasdeloup a cédé à la vive opposition de son orchestre et supprimé l'ouverture de *Rienzi*, qui figurait sur le programme.

C'est incident a été la cause d'une petite émeute.

Hier, à l'ouverture du concert, une partie de l'auditoire a réclamé l'exécution de la musique wagnérienne. Immédiatement de vives protestations se sont produites.

Le fut, pendant cinq minutes, un tapage inexprimable.

Enfin, M. Pasdeloup fit signe qu'il allait prononcer un discours.

Le silence se rétablit, et,

" Messieurs, dit M. Pasdeloup, je vous prie de respecter le sentiment qui a dicté ma conduite. Notre douleur est encore trop vive pour oublier tout-à-fait que les gens sont étrangers à la politique. Plus tard, je tâcherai de satisfaire tous les goûts. Pour le moment, c'est impossible. "

Ce speech, plein de bon sens, a apaisé les fanatiques de Wagner, et le concert a commencé par l'ouverture d'*Oberon*.

— Une place qui n'est pas une sinécure.—Le 2 septembre a eu lieu à Laybach (Carniole), une assemblée d'instituteurs slovènes. On y a parlé beaucoup de la situation matérielle des membres de l'association, situation qui est assez triste s'il faut en croire une feuille locale.

En effet, les devoirs journaliers d'un maître d'école slovène sont les suivants : A cinq heures du matin sonner la prière ; et y assister ; à sept heures, faire les prières publiques pour la messe et toucher l'orgue pendant le service ; à huit heures, ouvrir l'école et donner les leçons ; à dix heures, assister aux enterrements qui ont lieu à cette heure-là ; à onze heures, sonner la prière du midi ; à midi, sonner la prière ; à deux heures, faire une tournée d'inspection ; à cinq heures, enseigner la musique ; à six heures, sonner la prière du soir et, dans les moments laissés libres par ces occupations, remplir les fonctions d'employé des postes et de secrétaire de la commune.

Pour tout traitement et en compensation de ces travaux multiples, le maître d'école slovène recevrait souvent que 60 florins par an.

— Tout le monde sait que l'huître est un de nos aliments les plus délicats : *solidum cibus*. Mais ce que tout le monde ne sait pas c'est que l'huître est aussi un excellent remède. Point de meilleur analeptique pour les personnes épuisées. C'est ainsi que le Dr. Van Holsbeck, M. le Dr. Pidoux, Gilliard de 70 ans, qui, ayant voulu faire le jeune homme, tombe dans un état de prostration inquiétante. C'est là ne qu'à l'aide d'une grande consommation d'huîtres.

L'huître convient aux personnes convalescentes de maladies graves. Elle est utile dans le corysa et la bronchite ; elle combat la fièvre lymphatique ; guérit les affections de l'estomac et de l'intestin. Chez d'autres est fortement recommandée dans les cystites encore récentes du gyrose. Pour guérir le scorbut on use de vinaigre, on fait des bouillons d'huîtres qui sont plus substantiels et contiennent plus d'osmazome que les bouillons de bœuf. La chirurgie s'est emparée de cette vie de Pauille comme topique. Chez nous l'emploie en cataplasme on la verse de cette manière. Un jour, dit le Dr. Etienne, on irra à la mer pour y sauver le régime des huîtres, aussi souvent, au moins, qu'on y va pour prendre les bains à la vague.

(Echo médical belge.)

SPECTACLES, &c.

Théâtre de l'Opéra.

L. PLACIDE SANCHEZ.....Directeur.
Ouverture, 21 Novembre 1872.
LES DOMINOS NOIRS.
Débuts de Mlle LAFERRIÈRE, dugazon.
LA PARISIENNE.
Débuts de Mlle LAFERRIÈRE, jeune trouvère.
Les deux pièces seront données 6 à 7 fois encore.
Samedi 23—MATINÉE A MIDI précis.
20 nov—2f

Ouverture de la Saison Dramatique
A L'ACADÉMIE DE MUSIQUE.
Commencant LUNDI soir (25 Novembre)
INAUGURATION DU CHARMANT ARTISTE
Artiste de talent, M. FRANK MAYO, qui jouera dans le rôle, qui lui remplit et admirablement, de HAMLET, PRINCE DE DANEMARK.
Mercredi dernier étoile Hamlet pour faire cette représentation. Les Alsaciens-Lorrains qui rencontrèrent dans les diverses sociétés françaises de Saint-Louis un concours bienveillant et sympathique ; elles se sont pris à les accompagner en grande pompe chez le vice-consul, dans la Huitième rue, près de Chouteau avenue. Une escouade de sergents de ville à cheval ouvraient la marche, puis venait le corps de musique de l'Arsenal. D'autres musiques se trouvaient aussi dans le cortège. Les sociétés avaient toutes une élégante bannière en soie ; le drapeau tricolore et le pavillon étoilé ondoyaient côté l'un de l'autre. Des marshals à cheval *d'autres* aidés au cortège, et tous ceux qui *défilaient* portaient des décorations ou des rubans.

Les Alsaciens-Lorrains étaient au nombre de cinquante environ ; c'étaient tous des gens de condition aisée, dont la figure intelligente, et leur attachement à la patrie était bien manifesté par l'enthousiasme avec lequel ils déployaient les couleurs françaises et par leur empressement à faire acte de fidélité envers la République.

En arrivant au bureau du vice-consul on flottait le drapeau français, une députation ayant en tête M. Lueckner, s'avança pour entrer. En même temps, M. Allemand, le vice-consul intérimaire, se montre sur le seuil. M. Lueckner explique en peu de mots le motif de la visite ; il assure au représentant de la République française que les exilés d'Alsace-Lorraine sont attachés à leur pays natal et qu'ils espèrent que le jour n'est pas éloigné où ils pourront rentrer dans leurs foyers. Leurs vœux sont avec le peuple français ; et je mais nul d'entre eux ne se soumettra à la domination de l'étranger qui maintenant pèse sur le pays de leurs pères.

En réponse à cette déclaration, M. Allemand prononce le discours suivant :

" Messieurs,

" En l'absence du vice-consul de France et suivant son désir, j'ai l'honneur de vous recevoir en son nom et de vous offrir aussi en son nom les services que vous réclamez de lui.

Je suis heureux, messieurs, que vos souhaits me fournissent l'occasion de vous exprimer l'ardente sympathie que je vous porte à vous et à la cause pour laquelle vous vous êtes rassemblés aujourd'hui. Soyez assurés que vous trouverez ici la bienveillance de tous ceux qui ont du sang français dans les veines. Nous savons tous ce que vous êtes devenus malheureux, et nous savons aussi combien vous méritez notre intérêt. Mercredi dernier était l'étoile choisit pour faire cette manifest